

Une manifestation wallonne le 18 mars à Namur

SOCIAL FGTB et CSC mobilisent encore, notamment sur les points APE

► Les réformes engagées par le gouvernement wallon restent en travers de la gorge de la FGTB et de la CSC.

► Elles y voient des atteintes à l'emploi, au secteur public et à la cohésion sociale.

En Wallonie, FGTB et CSC ne désarment pas dans le combat qu'elles mènent contre les réformes portées par le gouvernement MR-CDH de Willy Borsus et Alda Greoli : les deux organisations syndicales convoquent leur base à une nouvelle manifestation dans les rues de Namur, le lundi 18 mars. Elles espèrent rassembler entre 5.000 et 10.000 personnes pour « *défendre une Wallonie solidaire* ».

Le gouvernement wallon est accusé de tous les maux : « *Au-delà de la réforme des aides à l'emploi APE qui s'est imposée dans l'actualité, nous identifions un fil rouge dans l'action de*

l'exécutif à travers des dossiers qui touchent aux services rendus à la population, explique Thierry Bodson (FGTB). C'est à la fois une question de qualité et de quantité, qui se marque par une régression globale dans le non-marchand et les services publics, au détriment des personnes les plus faibles. »

Pour Marc Becker (CSC), l'heure est grave : « *Nous avons désormais des craintes sur la cohérence de l'ensemble des politiques sociales menées en Wallonie et au-delà, sur la cohésion sociale au sein de notre région qui est mise en danger par les mesures actuellement en chantier.* »

FGTB et CSC l'affirment en chœur : sous un vernis réformiste, « *le gouvernement wallon démantèle les uns après les autres les services à la population qui ne relèvent pas de la sphère privée marchande car il ne comprend apparemment pas la plus-value des secteurs public et non-marchand* ».

Avec une conséquence qui révolte les syndicats : « *De nombreux services publics, des ASBL et des services développés au ni-*

veau local, régional ou communautaire seront impactés par ces initiatives, parfois jusqu'à disparaître. » Mais les manœuvres gouvernementales déboucheraient surtout sur une privatisation larvée de secteurs entiers.

En matière d'insertion professionnelle, les organisations syndicales mais aussi des fédérations d'employeurs dénoncent ainsi la volonté gouvernementale de récupérer une partie des budgets accordés aux projets de terrain pour les attribuer à l'avenir via des marchés publics ouverts au secteur privé, à commencer par les entreprises d'intérim, pour réaliser du coaching de demandeurs d'emploi.

Deux dossiers sont particulièrement dans le collimateur de la FGTB et de la CSC. Le premier est un refrain bien connu : la réforme des aides à l'emploi APE menacerait de nombreux travailleurs du côté des pouvoirs locaux et du monde associatif. Les syndicats demandent une prolongation d'un an de la période transitoire afin d'évaluer dans la sérénité l'intégration des postes

subsidés dans les politiques des ministres fonctionnels.

La FGTB et la CSC convoquent leur base pour « défendre une Wallonie solidaire »

Le second point de litige (parmi d'autres) déboule dans l'actualité : Pierre-Yves Jeholet (MR) travaille à la rédaction d'un guide des dépenses éligibles aux subsides, actuellement inexistant dans le secteur de l'insertion professionnelle. Le ministre régional de l'Emploi vise notamment les 157 centres d'insertion professionnelle (CISP) de Wallonie. « *De nombreuses mesures qui s'y trouveraient constituent une ingérence dans la liberté d'association* », affirment les syndicats.

Parmi les incongruités qui seraient intégrées à ce code, celle-ci : les provisions pour pécules de vacances ne seraient plus éligibles au soutien régional alors qu'elles sont rendues obligatoires par la législation sociale. « *Comment assurer leur financement ?* », se demande aujourd'hui les acteurs de terrain. ■

ERIC DEFFET